

INFORMATION MADE IN CIA

## L'intox des barils irakiens



La presse occidentale a très largement repris les informations selon lesquelles 270 personnalités et sociétés opposées à la guerre contre l'Irak auraient été rémunérées par Saddam Hussein. Mais nos confrères ne se sont pas donnés la peine de vérifier leur véracité, ni même leur vraisemblance. Ils auraient pu découvrir que le journal irakien qui a publié cette accusation a été créé avec les fonds de George Soros, l'aide de la NED, un paravent de la CIA, les conseils de l'ancien patron de *La Voix de l'Amérique* et qu'il a bénéficié du soutien du gouverneur de l'Irak Paul Bremer lui-même. Elle a été diffusée mondialement par le MEMRI, une « agence de presse » créée par des officiers de Tsahal. Le Réseau Voltaire retrace la filière d'intoxication.

page 2

### Les non-dits de la Commission Hutton

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

La Commission Hutton qui vient de rendre son rapport s'attaque paradoxalement à la BBC qui a cherché la vérité et blanchit Tony Blair. Par ailleurs, elle exclut de son champ d'investigation les circonstances de la mort du Dr. Kelly. Malcolm Rifkind s'indigne de ces tours de passe-passe et demande une enquête sur les raisons de l'entrée en guerre. Pour sa part, Scott Ritter regrette que Lord Hutton n'ait pas enquêté sur la cellule d'intoxication Rockingham.

page 19

LE RAPPORT DE L'OUA

### Rwanda : le génocide qu'on aurait pu stopper



Le rapport réalisé par un groupe de personnalités de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) a été remis en juillet 2000 au secrétaire général des Nations unies. Ce document affirme que les membres du Conseil de

sécurité « *auraient pu empêcher le génocide d'avoir lieu. Ils ne l'ont pas fait* ». Il observe que le gouvernement français ainsi que les hiérarchies catholique et anglicane soutenaient de façon inconditionnelle le régime génocidaire. Quant aux États-Unis, « *ils ont de manière répétée et délibérée miné tous les efforts* » de l'ONU. Il recommande notamment que les pays impliqués dans le génocide financent un fonds de réparation, sur le modèle de l'Allemagne après la Seconde Guerre mondiale.

À lire en ligne sur RéseauVoltaire.net

LETTRE OUVERTE DE FEDERICO FASANO MERTENS

## De Hitler à Bush



Ce texte est la réponse faite par Federico Fasano Mertens, directeur du quotidien uruguayen *La República*, à l'ambassadeur des États-Unis en Uruguay qui reprochait à son journal d'avoir comparé George W. Bush à Adolf Hitler. Il ne s'agit pas, pour le journaliste, de se livrer à ce rapprochement à la seule fin de dénigrer le président états-unien. Au contraire, il met en balance le régime de Washington et le Troisième Reich sur les plans idéologique, diplomatique, économique et militaire. Federico Fasano Mertens compare aussi la prise de pouvoir des deux hommes. À la différence du dictateur allemand, George W. Bush n'a pas été démocratiquement élu, mais, comme lui, il a appuyé son pouvoir par un événement traumatisant que l'auteur désigne comme « l'incendie du Reichstag américain ».

page 5

## Information made in CIA

# L'intox des barils irakiens

**La presse occidentale a très largement repris les informations selon lesquelles 270 personnalités et sociétés opposées à la guerre contre l'Irak auraient été rémunérées par Saddam Hussein. Mais nos confrères ne se sont pas donnés la peine de vérifier leur véracité, ni même leur vraisemblance. Ils auraient pu découvrir que le journal irakien qui a publié cette accusation a été créé avec les fonds de George Soros, l'aide de la NED, un paravent de la CIA, les conseils de l'ancien patron de *La Voix de l'Amérique* et qu'il a bénéficié du soutien du gouverneur de l'Irak Paul Bremer lui-même. Elle a été diffusée mondialement par le MEMRI, une « agence de presse » créée par des officiers de Tsahal. Le Réseau Voltaire retrace la filière d'intoxication.**



Le quotidien irakien *Dar Al-Mada* a publié, dimanche 25 janvier 2004, une liste de 270 personnalités et sociétés étrangères ayant été rémunérées par Saddam Hussein, depuis 1999. Elles auraient été gratifiées en millions de barils de pétrole en plein programme « pétrole contre nourriture », donc au détriment de l'alimentation de la population. Pour étayer ses accusations, le quotidien reproduit des fac-similés de documents.

Le lendemain, le Conseil de gouvernement provisoire confirme ces éléments. Abdul-Sahib Salman Qutub, porte-parole du ministère du Pétrole, annonce qu'il dévoilera prochainement une liste plus complète et poursuivra en justice les bandits qui ont spolié le peuple irakien. Sur la base de cette validation officielle, le quotidien parisien *Le Monde* relaye mardi ces imputations tout en reproduisant les démentis de personnalités françaises mises en cause. Mercredi,

la presse occidentale s'empare de l'information. Certains journaux états-uniens n'hésitent pas à titrer : « *Des documents du gouvernement irakien : Saddam avait acheté la France* ».

# Le Monde

MERCREDI 28 JANVIER 2004

## Des largesses pour les amis de Saddam

**SADDAM HUSSEIN** récompensait ses amis étrangers, notamment ceux qui étaient les zélés de son régime : voilà en résumé ce qu'assure un journal indépendant irakien *Al-Mada* (*L'Horizon*). Dans son quarante-cinquième numéro, dimanche 25 janvier, ce quotidien a publié sur une pleine page la liste de plus de 270 personnalités, de sociétés, de parlementaires, de partis politiques, de journalistes, qui auraient profité des largesses du raïs déchu, notamment sous la forme d'attribution de barils de pétro-

le, qui étaient ensuite revendus. Selon notre envoyé spécial à Bagdad, le sous-secrétaire au ministère du pétrole irakien a confirmé ces informations, qui sont étayées par des fac-similés de documents officiels portant sur l'année 1999.

Pour la France, onze noms sont cités, dont ceux de l'ancien ministre Charles Pasqua et de Patrick Maugein, un homme d'affaires souvent présenté comme un proche de Jacques Chirac. Interrogés par *Le Monde*, ils démentent tous deux formellement.

► **Le dictateur récompensait ses zélés étrangers**

► **Du pétrole offert à 270 personnalités**

► **Onze Français sur la liste**

Lire page 4

Pourtant, l'accusation contenue dans cette liste ne résiste pas une minute à la réflexion : par exemple, le quotidien assure que le député britannique pacifiste George Galloway a reçu 15 millions de barils de pétrole. Pour les transporter, il aurait fallu que le parlementaire parvienne à faufiler 7 super-tankers entre les bâtiments de la Coalition anglo-américaine sans se faire remarquer. Et il aurait encore fallu qu'il les écoule secrètement sur le marché international en violation de l'embargo onusien. Il en est de même pour les autres accusés.

Le quotidien *Dar Al-Mada* a été créé à Bagdad en novembre 2003 par le président du Mouvement pour la paix. Celui-ci, Fakhri Karim, n'est pas un inconnu. Il fut le responsable de la propagande du Parti communiste irakien. Comme ses camarades, il s'enfuit en exil pour échapper à la répression de Saddam Hussein. Lors de la première Guerre du Golfe, en 1991, son parti fut contacté par les services secrets saoudiens qui entendaient soutenir toute forme d'opposition au raïs. Fakhri Karim dirigea la délégation reçue à Riyad. De retour à Damas, il annonça à ses camarades qu'il avait refusé l'argent de la monarchie, mais appela néanmoins à soutenir la Coalition et à bombarder son propre pays. Or, les services saoudiens ne tardèrent pas à se manifester dans l'attente d'un plus important retour sur investissement. Considéré comme traître, Fakhri Karim fut alors exclu de son parti. Quelques mois plus tard, soudain riche, il fonda une maison d'édition et un journal, *Dar Al-Mada*, à Beyrouth. Fakhri Karim est revenu à Bagdad, en 2002, dans les bagages de la Coalition. L'Autorité d'occupation l'a aidé à former le Mouvement de la paix qui rassemble les Irakiens de retour d'exil, en quête de prébendes US. C'est dans ce vivier que la Coalition puisse, selon ses besoins, de nouveaux collaborateurs. Selon nos sources en Irak, la fortune de Fakhri Karim ayant soudain décuplé, il a acheté divers locaux, importé du matériel, ouvert un quotidien et lancé une chaîne de télévision par satellite. Pour ce faire, il a bénéficié des encouragements du philanthrope **George Soros**, qui lui a offert des rotatives, et de la **National Endowment for Democracy (NED)**-vitrine publique de la CIA-

qui a recruté et formé ses journalistes. Le gouverneur L. Paul Bremer en personne s'est assuré qu'il ne manquait de rien, ni de papier, ni d'électricité. Tandis que l'ancien patron de *La Voix de l'Amérique* (organe officiel du Département d'État) s'est déplacé à Bagdad pour lui prodiguer quelques conseils.

*Dar Al-Mada* est donc un quotidien « indépendant », des Irakiens tout au moins, mais pas de la Coalition.

Dans de telles conditions, on a du mal à comprendre comment un individu dénué de toute crédibilité peut intoxiquer la presse occidentale en diffusant des imputations incohérentes. D'autant que des accusations identiques ont déjà été présentées par le passé avant d'être démenties. C'est notamment le cas des **prétendues largesses accordées au député britannique George Galloway**.

La filière d'intoxication n'est que partiellement connue. D'après nos informations, les documents initiaux auraient été fabriqués au Royaume-Uni par un cabinet éditant une lettre financière confidentielle. Ils mêlent en une même liste les négociants autorisés dans le cadre de l'accord « pétrole contre nourriture », et donc légalement rémunérés de leurs prestations sous le contrôle du Comité des sanctions de l'ONU, et des groupes ou personnalités à diffamer. Certains noms ont été ajoutés au hasard pour masquer la logique du choix des cibles. Toutefois, l'essentiel est de discréditer, directement ou indirectement, tous ceux qui se sont opposés à la guerre.

Cette liste a été transmise par un « cabinet de relations publiques » à *Dar Al-Mana* qui a compris ce que l'on attendait de lui et l'a publiée sans vérification.

Puis, elle a été reprise par un site web arabe, **Elaph.com** dirigé par une personnalité connue pour avoir été proche du roi du Maroc, Hassan II. Elle a alors été traduite en diverses langues et diffusée par l'**Institut de recherche sur les médias au Proche-Orient (MEMRI)**, une « agence de presse » créée par des officiers de Tsahal.

L'une des conditions du succès de cette opération est d'avoir choisi quelques cibles honnies de la presse occidentale qui pouvait ainsi régler ses comptes à peu de frais. Ainsi, pour atteindre Jacques Chirac, on a pointé du doigt ses amis Patrick Maugein, Charles Pasqua et **Gilles Munier** qui, pour des raisons diverses chacun, peuvent indisposer.

Dans 46 pays, des personnes et organisations mises en cause ont publié des démentis. Aucun indice probant n'a été présenté pour créditer les accusations de *Dar Al-Mada*, dont la rédaction se protège derrière le « secret des sources ». Rien ne semble devoir redonner la raison à nos confrères : ils ont cru qu'un avion est entré dans une porte au rez-de-chaussée du pentagone avant de se dématérialiser, puis ils ont cru que Saddam Hussein menaçait la sécurité des États-Unis avec des drones armés d'armes de destruction massive, aujourd'hui ils croient que les opposants à la guerre étaient tous corrompus.

## Lettre ouverte de Federico Fasano Mertens

# De Hitler à Bush

Ce texte est la réponse faite par Federico Fasano Mertens, directeur du quotidien uruguayen *La República*, à l'ambassadeur des États-Unis en Uruguay qui reprochait à son journal d'avoir comparé George W. Bush à Adolf Hitler. Il ne s'agit pas, pour le journaliste, de se livrer à ce rapprochement à la seule fin de dénigrer le président états-unien. Au contraire, il met en balance le régime de Washington et le Troisième Reich sur les plans idéologique, diplomatique, économique et militaire. Federico Fasano Mertens compare aussi la prise de pouvoir des deux hommes. À la différence du dictateur allemand, George W. Bush n'a pas été démocratiquement élu, mais, comme lui, il a appuyé son pouvoir par un événement traumatisant que l'auteur désigne comme « l'incendie du Reichstag américain ».



Il y a quelques jours, Martin Silverstein, ambassadeur des États-Unis d'Amérique en Uruguay, m'a envoyé une lettre dans laquelle il accusait le journal uruguayen *La República* - quotidien que j'ai l'honneur de diriger - de manquer « de toute mesure d'intégrité journalistique » pour avoir comparé leur président, George W. Bush, avec le chancelier du Troisième Reich allemand, Adolf Hitler.

Je n'ai pas pu lui répondre avant, car l'acte de piraterie internationale que les États-Unis ont commis en attaquant un peuple sans défense et presque désarmé avec la plus formidable machine à tuer dont l'histoire universelle se souvienne, m'a obligé à consacrer plus de temps que d'habitude à la préparation des éditions spéciales sur le carnage en Irak. J'étais également fort occupé à faire condamner devant la justice - et avec succès - des tortionnaires uruguayens entraînés aux États-Unis, qui étaient en train de me calomnier.

Il y a quelque temps, l'ambassadeur était venu me rendre visite à mon bureau et j'avais mentionné à mes collaborateurs qu'il était l'ambassadeur des États-Unis le plus intelligent, le plus perspicace et le plus sympathique que j'avais connu : « Enfin, avais-je dit, un représentant de l'Empire avec qui on peut discuter sur des thèmes en dehors des habituels clichés insipides et ennuyeux qui nous intoxiquent dans ces réunions que nous devons partager. »

Mais la sagacité de l'ambassadeur n'a pas pu lui épargner le malheur d'avoir à représenter le 43e Président de son pays, George Bush Junior, un fanatique

paranoïaque, intoxiqué de messianisme, moins brillant qu'une limace, ivre de pouvoir comme il l'a été, par le passé, d'alcool (il fut condamné le 4 septembre 1976 pour un important excès de vitesse en état d'ébriété après avoir été interpellé par le célèbre prédicateur Graham qui lui demanda : « *Qui es-tu pour te croire Dieu* »), militant de la Christian Right (la droite chrétienne texane et sudiste), raciste amoureux de la peine de mort, surtout lorsqu'elle s'applique aux Noirs, enfin le pire président américain de ce dernier siècle, qui a su engendrer des tragédies contre son propre peuple, bref, l'autre face de l'*homo sapiens*, l'incarnation même de l'*homo demens*.

Comme tout bon raciste, il est aussi misogyne. Personne ne peut oublier les humiliations publiques faites à son épouse, Laura Bush, lorsque le Président expliqua à la presse que sa femme ne l'accompagnait pas ce jour-là « *parce qu'il avait plu et qu'elle devait balayer l'entrée de la maison puisque le lendemain le président de Chine, Jiang Zemin, devait leur rendre visite dans leur ranch de Crawford (Texas)*. »

Son compatriote, le vieil écrivain Kurt Vonnegut n'a pas hésité un seul instant à le décrire comme étant le « *plus sordide et pitoyable usurpateur d'opérette qu'il soit possible d'imaginer* ».

Mais allons droit au but. Que l'ambassadeur américain garde sa pathétique mésaventure d'avoir à défendre le plus délirant des habitants de la Maison-Blanche et moi, l'honneur de lui faire un procès avec l'arme la plus redoutable : la parole.

## Il s'agit de comparer Adolf Hitler et George W. Bush.

Il y a, bien évidemment, des différences. La première consiste en ce que le criminel de guerre, auteur du massacre du peuple juif et du peuple soviétique, avait gagné les élections avec une large majorité, alors que l'autre criminel de guerre, auteur du massacre du peuple irakien, est arrivé au pouvoir de manière frauduleuse, à travers le plus grand scandale électoral de toute l'histoire américaine.

D'un point de vue théorique, la comparaison entre Bush et Hitler est correcte. Les spécialistes ont défini le nazisme comme étant la dictature terroriste du capital financier en expansion. Lorsque Bush devient un hors-la-loi en envahissant une nation sans défense, qui ne l'a pas agressé, pour s'emparer de ses richesses pétrolières - la deuxième plus grande au monde - et qu'il annonce peu après que d'autres nations pourvoyeuses de pétrole pourraient subir le même sort, il s'approche de la définition de la dictature terroriste du capital financier. Que cela lui plaise ou non.

George Bush porte le nazisme dans ses gènes.

Son grand-père, Prescott Bush, fut déjà l'associé de Brown Harriman et l'un des propriétaires de l'Union Banking Corporation. Ces deux entreprises ont joué un rôle clé dans le financement qui a permis l'ascension de Hitler au pouvoir. Le 20 octobre 1942, le gouvernement américain ordonna la confiscation de l'Union Banking Corporation, propriété de Prescott Bush, et il saisit les avoirs de la Corporation de Commerce américano-hollandaise et de la Seamless Steel Corporation, toutes les deux gérées par la banque Bush-Hamman. Le 17 novembre de la même année, Franklin Delano Roosevelt confisqua tous les

biens de la Silesian American Corporation administrée par Prescott Bush, car elle avait violé la loi du commerce avec l'ennemi. L'arrière-grand-père de notre George, guerrier de Dieu, Samuel Bush, père du nazi Prescott Bush, était la main droite du magnat Clarence Dillon, roi de l'acier et du banquier Fritz Thyssen qui écrivit le livre « I paid Hitler » (« J'ai financé Hitler ») et devint membre du parti nazi en 1931 (Parti ouvrier national-socialiste allemand). Et si notre ambassadeur a encore un quelconque doute sur l'odieuse alliance des Bush avec Hitler, je le prie de lire le brillant essai de Victor Thorn dans lequel il est mentionné qu'« *Une importante partie de la fortune de la famille Bush provient de l'aide financière investie dans le soutien à Adolf Hitler. L'actuel président des États-Unis, ainsi que son père (ex-directeur de la CIA, vice-président et président), ont atteint le sommet de la hiérarchie politique américaine parce que leur grand-père, leur père et leur famille politique ont aidé et encouragé les nazis par le passé.* »

Et je ne mentionne encore pas les escroqueries de la famille Bush dont les quatre millions et demi de dollars à la Broward Federal Savings à Sunrise, Floride, ou l'escroquerie faite à des millions d'épargnants de la Banque d'Épargne Silverado (Denver, Colorado).

Arrière-grand-père nazi, grand-père nazi, père qui n'a pas eu le temps de le devenir car Hitler s'était déjà suicidé dans les jardins de la Chancellerie en ruines, George a bénéficié de la fortune mal acquise de ses ancêtres.

Mais ne condamnons pas notre *homo demens* pour ses gènes obscurs.

Jugeons-le seulement sur ses actes. Et comparons. Comparons seulement. Comment Monsieur l'ambassadeur croit-il que le délirant caporal allemand est arrivé au sommet du pouvoir ? Hitler arrive au pouvoir à travers des élections propres, mais il se heurte à la Constitution de Weimar qui lui impose des limites que son omnipotence refuse d'accepter. Il planifie alors l'incendie du Reichstag et en une seule nuit il est couronné en tant que décideur de la guerre ou de la paix.

Ces évènements ne sont-ils pas familiers à notre cher ambassadeur américain ?

## L'incendie du Reichstag américain

La destruction criminelle des tours jumelles du World Trade Center à New York fut la même bouée de sauvetage que l'incendie du Reichstag.

Je ne vais certainement pas avoir l'audace de m'associer aux thèses de ceux qui accusent le groupe belliciste « bushien » d'avoir planifié ce massacre ou du moins de n'avoir rien fait pour empêcher cette tragédie alors qu'il savait ce qui se préparait.

Il n'y a pas de preuves réelles pour l'affirmer, malgré le fait qu'il existe de multiples indices de négligence coupable, de vastes soupçons amplifiés par une censure de fer, sans précédent dans la démocratie moderne américaine.

Le jour où le peuple américain aura récupéré toute sa liberté d'information et son droit à connaître la vérité sur ce mardi 11 septembre 2001 (informations aujourd'hui très restreintes par le Patriot Act approuvé avec un seul vote contre - celui d'une femme - symbole de la dignité nationale américaine) on saura alors la raison pour laquelle les nombreux avertissements et mises en garde lancés à travers tout le pays concernant cet acte terroriste n'ont pas été écoutés et

pourquoi les avions militaires ont mis quatre-vingts minutes pour décoller et intercepter les appareils détournés, alors que l'on savait déjà peu de temps après leur décollage de Boston, que des pirates de l'air avaient pris les commandes des avions et qu'ils se dirigeaient vers Washington : en cas de détournement d'avion, le manuel d'alerte prévoit une intervention des forces aériennes en moins de cinq minutes.

On saura enfin pourquoi les restes du présumé avion qui s'est écrasé sur le Pentagone ont été cachés. On saura pourquoi le directeur des services secrets pakistanais, qui venait de se réunir à Washington avec Tenet, chef de la CIA américaine, a fait verser par Islamabad - comme l'a révélé le journal conservateur *The Wall Street Journal* - la somme de 100 000 dollars à Mohammed Atta, chef du commando-suicide contre les Tours Jumelles de New York. Sur cette terrifiante information, il est interdit de faire des recherches, car les libertés civiles ont été suspendues dès que le Patriotic Act fut promulgué. Finalement on saura également pourquoi quinze des vingt et un ravisseurs du commando-suicide étaient originaires d'Arabie Saoudite, l'un des principaux alliés des États-Unis dans le golfe Persique. Il n'y avait pas un seul Irakien, pas même un seul par hasard.

Mais au-delà des soupçons, il ne fait pas de doute que le déréglé 43e président des États-Unis, couronné dans des élections frauduleuses, dans le cadre d'une impressionnante récession dont on ne voit point la fin, avec le plus bas niveau de popularité au début de son mandat, a réussi à dominer tout le scénario, obtenir des pouvoirs inconcevables auparavant dans une démocratie, être élevé au rang d'Empereur vengeur pour laver l'affront commis par des barbares envers son peuple.

L'incendie du Reichstag américain du 11 septembre a offert à George W. la chance de sa vie.

La moins bonne des victoires électorales d'un président des États-Unis depuis 1876 s'est transformée en une chance historique jamais donnée à un belliciste pour imposer au monde le nouvel ordre américain.

Comme Hitler l'a fait dans le passé en s'entourant de Goering, Goebbels, Himmler, Mengele, Eichmann, à savoir d'une bande d'arnaqueurs semblables à lui, tous fanatisés par le pouvoir et la force, le président texan a cherché à se façonner une cuirasse protectrice par une garde de fer, plus belliqueuse que lui-même, pour le protéger de la tentation du doute et dont les membres portent tous sur le front la même marque que lui : le sceau du pétrole. Le Vice-président Dick Cheney appartenait au groupe Halliburton Oil, le chef du Pentagone, Donald Rumsfeld est issu de la Compagnie pétrolière occidentale, la conseillère pour la Sécurité Nationale, la vieille fille Condoleeza Rice, dont le prénom - ironie du sort - signifie « avec douceur », fut un cadre important de la direction de Chevron et c'est pour lui faire honneur que des bateaux pétroliers ont reçu son prénom. Même la secrétaire du ministère de l'environnement, Gale Norton, est liée au lobby du pétrole, tout comme Bush Senior l'a été avec le groupe pétrolier Carlyle ou l'actuel président Bush Junior avec la Harkins Oil. Ce quintette de la mort qui entoure le guerrier Bush est une véritable maffiocratie, comme l'a été dans le passé le quintette d'Hitler. Et ils se nourrissent d'une Bible très particulière.

La philosophie de Hegel, Nietzsche, Schopenhauer qui a vivifié et passionné le créateur de l'Holocauste du XXe siècle a été remplacée par des spécimens moins cultivés et d'un niveau intellectuel assez bas, mais plus pragmatiques pour le



nouvel Hitler du XXI<sup>e</sup> siècle.

## Qui sont ces auteurs intellectuels inspireurs de notre quintette belliqueux ?

Le Bostonien Henry Cabot Lodge qui affirme qu' « *au XIX<sup>e</sup> siècle aucun peuple du monde n'a égalé nos conquêtes, notre colonisation et notre expansion et aujourd'hui rien ne nous arrêtera* ». Merse Henry Watterson a déclaré que les États-Unis sont « *une grande république impériale destinée à exercer une influence déterminante sur l'humanité et à façonner l'avenir du monde, comme aucune autre nation ne l'a encore fait dans le passé, même pas l'empire romain.* »

Ou Charles Krauthammer qui a écrit il y a à peine quelques années dans *The Washington Post* : « *Les États-Unis chevauchent dans le monde comme un colosse. Depuis que Rome a détruit Carthage, aucune autre puissance dans le monde n'a atteint les sommets que nous connaissons. Les États-Unis ont gagné la Guerre Froide, ils ont mis dans leur orbite la Pologne et la République Tchèque, après avoir pulvérisé la Serbie. Et du même coup ont démontré l'inexistence de l'Europe.* »

Ou Robert Kaplan qui précise que : « *La victoire des États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale est aussi importante que la victoire de Rome dans la deuxième Guerre Punique qui la convertit en puissance universelle.* »

Ou encore le très connu historien Paul Kennedy qui nous explique que « *ni la Pax Britannica, ni la France napoléonienne, ni l'Espagne de Felipe II, ni l'empire de Charlemagne, ni l'empire romain ne peuvent se comparer à l'actuelle domination américaine. Jamais il n'a existé une telle disparité de pouvoir dans le système mondial.* »

Ou le directeur de l'Institut des Études Stratégiques Olin de l'Université de Harvard, le professeur Stephan Peter Rosen qui nous dit que : « *Notre objectif n'est pas de lutter contre un rival car celui-ci n'existe pas, mais de préserver notre position impériale et maintenir cet ordre impérial.* »

Ou l'ineffable Zbigniew Brzezinski qui a déclaré que « *l'objectif des États-Unis doit être celui de maintenir nos vassaux dans un état de dépendance, garantir la docilité et la protection de nos sujets et prévenir l'unification des barbares.* »

Ou le Président Wilson qui a parlé au Congrès de l'Union « *qu'il apprendrait aux républiques sud-américaines de choisir de bons députés* ».

Ou le célèbre Billy Sunday qui a fait le portrait du gauchiste latino-américain comme celui d'un type « *qui a un museau de porc-épic et une haleine qui ferait fuir un renardeau* », il a ajouté que « *s'il le pouvait, il les mettrait tous en prison jusqu'à ce que leurs pattes sortent par les fenêtres* ».

Écoutons maintenant Dick Cheney, l'actuel Vice-président des États-Unis et le Secrétaire de la Défense, Donald Rumsfeld, qui constituent avec Condolezza Rice un triangle belliqueux plus redoutable que celui des Bermudes.

Le Vice-président Cheney a déclaré avant cette guerre sainte : « *Les États-Unis n'ont pas à rougir d'être une superpuissance et ils ont le devoir d'agir avec force pour construire un monde à l'image des États-Unis.* » Le chef du Pentagone a été encore plus clair au cas où nous n'aurions pas compris. Rumsfeld a dit en citant la phrase préférée d'Al Capone : « *On obtient davantage avec un mot aimable et un revolver qu'avec un mot aimable seulement.* »

Le langage qui nourrit l'épiderme et les neurones de Bush est un langage encratique, autoritaire, d'intimidation qui conduit inévitablement à la perversion morale de la fin qui justifie les moyens. La caractéristique essentielle du langage de la « bande Bush », comme pour le langage nazi, est la simplification, le réductionnisme et l'intimidation. Le langage de ce groupe prédateur est un langage schématique, émotionnel, chargé de préjugés qui incite à l'exaltation des sentiments les plus nobles du peuple. Je n'ai pas le moindre doute que Bush se nourrit d'un langage nazi.

Bush ne croit pas, comme Hitler ne le croyait pas non plus, à un État de droit, qui n'est pas l'État qui possède des lois, sinon l'État qui se soumet lui-même à l'empire de la loi et ne peut la transgresser pour aucun motif, et encore moins pour une raison d'État. C'est au nom de la raison d'État ou de la Patrie ou de la Sécurité nationale que sont commises les pires atrocités.

Y a-t-il une différence entre la construction intellectuelle de Bush et celle d'Hitler dans le cadre de la raison d'État ? Je ne le pense pas. Seulement des différences de style, d'époque et de magnitude en ce qui concerne la force utilisée et le pouvoir.

Le discours de la « bande Bush » est un discours de maître à esclave. Il n'y a pas de différences avec le discours de la bande d'Hitler.

L'un est plus gentil que l'autre. Quoique l'histoire est en train de prouver que le moins gentil a été le moins meurtrier.

Civilisation, barbarie, pacification des barbares, peuple élu : jusqu'à la race élue il n'y a qu'un pas. Enfin, tout cela ne nous rappelle-t-il pas l'histoire du psychopathe à la petite moustache ?

En parlant de la petite moustache, le récit d'un conseiller influent de la sécurité américaine qui habite à Washington est très instructif. Il a raconté au magazine argentin *Noticias* : « Pour le meilleur ou pour le pire George Bush Jr. est l'homme indiqué pour mener cette guerre [NDE : en Irak]. Il est né pour ça. La puissance qui lui vient de l'intérieur le fait trembler. Quand quelqu'un parle avec lui dans son bureau, on dirait qu'il va dévorer celui qui est en face. Il s'assied au bord du fauteuil, presque sans s'appuyer et agite les bras comme s'il ne savait pas quoi en faire. Il a besoin d'action. »

Quelle imitation de la gestuelle du dictateur nazi ! Bien que le flegme du cowboy texan, revolver à la ceinture, ne ressemble pas à la rage presque épileptique du Teuton, qui s'étouffe en parlant et en gesticulant. Le corps de Bush ne crache pas en parlant. C'est son âme qui crache de la haine et de la violence et engendre la terreur. Mais ça ne lui fait rien. Il doit avoir bien appris le « Oderint dum Metuant » de l'empereur romain Caligula : « Laissez-les nous haïr du moment qu'ils nous craignent. »

L'incontinence émotionnelle de Bush est déjà un classique et, comme Adolf, il ne peut pas admettre un NON. Sa femme Laura Bush a rappelé à la presse que la première fois qu'elle a dit à son mari que l'un de ses discours ne lui plaisait pas, celui-ci, furieux, a fracassé sa voiture contre le mur du garage à l'entrée de leur maison.

Il se sent comme le *numen* nazi, un envoyé de Dieu, qu'il invoque dans n'importe quelle circonstance. Il a décrété que toutes les réunions de son Cabinet doivent commencer avec une prière. Il dit avoir consulté Dieu avant d'attaquer l'Irak, au mépris de l'opinion de la grande majorité des nations de la planète et des 90% d'êtres humains qui étaient contre. Il essaie d'imiter le

président William McKinley lors de l'invasion des Philippines pour évangéliser les indigènes, tout en culpabilisant Dieu de l'avoir forcé à entrer dans ce pays. Autre coïncidence entre ces vies parallèles qui aurait enchanté Plutarque : tant Hitler que Bush auraient pu éviter de se trouver dans le musée de grands bouffons de l'histoire, s'ils avaient eu un psychanalyste à leurs côtés. Un bon psychanalyste les aurait tous deux aidés énormément à canaliser leur libido vers des occupations plus normales, sublimant ainsi le seul aphrodisiaque qu'ils possèdent, soit le pouvoir universel et cruel sur autrui.

Continuons avec les ressemblances entre le guerrier de la race aryenne et le guerrier de Dieu, comme Telma Luzzani a surnommé notre Texan exalté.

Bush proclame *urbi et orbi* le bien-fondé de la guerre préventive. Dwight Eisenhower en 1953 n'a pas hésité un seul instant à ce sujet : « *La guerre préventive est une invention d'Adolf Hitler. Franchement, je ne prendrais au sérieux aucune personne qui proposerait une chose pareille.* »

Demandons-nous : guerre préventive contre qui ? C'est bien connu que la première victime d'une guerre est la vérité. Et la première chose que fait Bush pour fabriquer sa guerre préventive, après l'incendie du Reichstag, c'est de nous mentir façon Goebbels, d'une manière si primaire qu'à la fin personne n'a plus rien cru. D'abord il a dit que l'Irak soutenait Al Qaida. Il a été prouvé peu après qu'une haine irréconciliable existait entre Saddam Hussein et l'ancien employé des États-Unis, Oussama Ben Laden. Puis Bush a demandé d'inclure l'Irak dans le courant fondamentaliste musulman. Difficile à croire, car l'Irak était le pays le plus laïc du monde arabe. Alors on a invoqué les armes de destruction massive. Bush a assuré que l'Irak ne permettrait pas les inspections et quand l'Irak les a permises, il a alors répété que Saddam ne laisserait pas entrer les inspecteurs de l'ONU dans les palais et les endroits stratégiques. Quand il a accepté, l'administration Bush a voulu nous faire croire qu'elles étaient bien cachées. Finalement, on n'en a pas trouvé une seule. Quand tous ces arguments ont été réduits à néant, ils ont alors demandé l'abandon du pouvoir ou l'exil de Saddam Hussein et c'est à ce moment-là, qu'ils ont admis la seule et réelle vérité : nous voulons occuper le territoire irakien quoi qu'il arrive et décider qui va le gouverner. C'est la démocratie planétaire, nous dit-on. Les mêmes opérations manipulatrices de désinformation que Hitler a utilisé contre la Tchécoslovaquie, l'Autriche et la Pologne. Le même type d'excuses changeant au fur et à mesure qu'elles étaient anéanties.

Autre ressemblance : le mépris de la communauté internationale et de l'opinion publique mondiale. Hitler a détruit la Société des Nations fondée en 1919. Bush a réduit en miettes les Nations unies, obtenant contre lui la plus grande opposition à un pays depuis la fondation de l'ONU en 1945 : 170 pays contre la guerre, seulement 30 pays en sa faveur, la plupart d'entre eux des nations émergentes de l'ex-Union soviétique et qui se vendent au plus offrant. Mais la plus grande défaite diplomatique depuis la fondation de l'ONU n'a été un obstacle ni pour l'un ni pour l'autre. Pour Hitler, le refus et la colère des peuples du monde contre son action ont été sans importance. Bush veut surpasser le Teuton. Les manifestations contre lui - sans précédent sur la planète -, se transforment en musique guerrière à son ouïe wagnérienne. Face à lui, il y a l'esprit de Seattle qui a fondé en 1999 le mouvement anti-mondialisation et pacifiste le plus imposant de l'histoire universelle. Mais rien ne l'arrête. C'était révoltant de voir comme on a traité Hans Blix, chef des inspecteurs de

l'ONU, avec ses 75 ans qui devraient inspirer le respect, originaire de cette merveilleuse ville glacée d'Uppsala, dans une Suède social-démocrate, un digne adepte des traditions démocratiques du martyr Olof Palme.

## Le mépris envers les gens et leurs droits est le moteur de son humanisme

Écoutons le maréchal Goering devant ses juges à Nuremberg : « *Naturellement, les gens ne veulent pas la guerre, mais après tout, ce sont les dirigeants d'un pays qui déterminent la politique, c'est facile ensuite d'entraîner le peuple. Qu'il dispose de la liberté d'expression ou pas, on peut amener le peuple où l'on veut et lui faire ce que veulent les gouvernants. C'est très facile. Il suffit de leur dire qu'ils sont en train d'être attaqués et de dénoncer les pacifistes pour leur manque de patriotisme qui met le pays en danger.* » Ces paroles sont du nazi Goering en 1945 et non celles de Bush. La seule différence, c'est que le nazi Goering l'a dit en allemand et Bush en anglais.

L'invasion d'une nation souveraine qui n'avait agressé personne avait besoin d'une légitimation éthique, bien qu'illicite : renverser le tyran Saddam Hussein et imposer par la force un gouvernement « démocratique et populaire ». Tout cela semble très beau, même si la communauté internationale et les normes qui la régissent en soient le prix à payer.

Mais cela n'est pas vrai. Personne ne met en doute que Saddam Hussein est un sinistre dictateur, qui a assassiné son peuple et que son parti socialiste Bass, n'a rien de socialiste du tout. Mais qui va croire que Bush va instaurer la « démocratie » en Irak, alors que ses prédécesseurs qui ont administré l'Amérique, moins nazis que lui, ont envahi et occupé pendant des années et des années des nations souveraines et ont installé des dictatures féroces qu'ils ont soutenues et protégées contre leur propre peuple ? Par exemple Somoza au Nicaragua, Duvalier en Haïti, Trujillo en République Dominicaine, Pinochet au Chili. Tout comme les régimes fantoches et despotiques qui furent imposés par les nazis lors de l'occupation de l'Europe, y compris la France anti-de Gaulle du maréchal Pétain.

Hitler a envahi l'Europe à la recherche de son *Lebensraum*, pour étendre son territoire et satisfaire son besoin en matières premières et soutenir le développement économique allemand servant à l'édification du nouvel empire germanique, qui vengerait l'affront du Traité de Versailles. De la même façon Bush va à la recherche de son propre *Lebensraum*. Un *Lebensraum* qui dans notre monde d'aujourd'hui ne se mesure plus par la quantité de kilomètres de territoire physiquement occupés, mais par la domination économique et politique qu'on exerce sur ces lieux, dirigée à partir de lointains centres financiers.

Les objectifs de notre nouvel Hitler sont multiples.

## Le pétrole

En premier lieu, s'appropriier le réservoir d'essence du capitalisme mondial qui n'est autre que le golfe Persique. Bush sait très bien que dans dix ans, le pétrole produit par son pays, locomotive commerciale du monde, s'épuisera irrémédiablement. Dans quarante ans il n'existera plus de pétrole sur la planète. C'est une course contre la montre. Selon la *Statistical Review*, la découverte de

nouveaux gisements pétroliers énergétiques diminue de manière préoccupante. Elle a augmenté seulement de 5% contre 45% lors de la décennie antérieure. Les 65% de réserves sont situées au Moyen-Orient. Des 77 millions de barils produits chaque jour dans le monde entier, les États-Unis en consomment vingt millions quotidiennement, mais seulement dix millions sont produits par les Nord-Américains. Ils sont donc tributaires des autres pour rester une superpuissance. L'objectif de l'attaque en Irak, deuxième réserve mondiale pétrolière, était de contrôler ces gisements, contrôler leur prix et leur production. Ne parlons plus d'armes cachées ni de n'importe quoi. Comme l'a dit l'écrivain Eduardo Galeano, si l'Irak était un producteur de radis au lieu de pétrole, qui aurait eu l'idée de l'envahir ?

Pour Bush, le pétrole est là. Il n'y a qu'à le prendre et se servir. Il ne sait pas qu'il peut s'étouffer en mangeant.

Le deuxième coup de Bush consiste à discipliner son allié, l'Arabie Saoudite, premier producteur mondial de pétrole et la plus grande réserve énergétique du monde, dont les prix ne conviennent pas aux intérêts américains. Le troisième objectif, tel que révélé en février de cette année par John Bolton, sous-secrétaire d'État, c'est envahir l'Iran et la Syrie qui, avec la Corée du Nord, constituent « l'axe du mal » et si la situation est favorable, inclure la Libye dans ce saint des saints. Le quatrième pas consiste à détruire l'OPEP et à s'approprier les combustibles fossiles du monde. S'il n'arrive pas à exproprier les gisements fossiles et ne trouve pas à temps de solutions alternatives énergétiques, le capitalisme américain devra modifier le modèle de consommation de son peuple et il risque de perdre le point d'appui de son hégémonie mondiale. Le cinquième objectif est représenté par les fructueuses affaires de la reconstruction de l'Irak sur lequel vont se jeter les quelque 500 transnationales qui contrôlent le monde, la plupart américaines. Le sixième objectif n'est pas moins important et il se nourrit des enseignements de Lord Keynes : utiliser l'industrie militaire pour sortir de la profonde récession dans laquelle est plongée l'économie américaine dont le taux de croissance est zéro. N'oublions pas qu'une guerre ne se gagne pas quand on a imposé la suprématie militaire sur l'adversaire, mais lorsqu'on obtient les bénéfices économiques qui sont la quintessence et la raison de son déclenchement.

### **Imposer la suprématie du dollar face à l'euro**

On ne peut pas continuer sans mentionner le dernier objectif et peut-être le plus important de cette guerre : imposer la suprématie du dollar face à l'euro, qui ces derniers temps n'a pas arrêté de donner une raclée au dollar sur divers fronts inattendus, mettant en danger le privilège et l'importance américaine dans la commercialisation du pétrole. Le dollar a chuté ces derniers mois par rapport à l'euro de 17%, chiffres inimaginables depuis la création de la monnaie unique européenne. La décision iraquienne de libeller 10 milliards de dollars de leurs réserves en monnaie européenne a contribué à cette dépréciation et a provoqué une secousse sismique pour le dollar. C'est une raison de plus pour attaquer l'Irak, car un gouvernement fantoche et à la solde des États-Unis renverra sûrement ce montant en zone dollar. La Russie libelle ses opérations pétrolières en euros ; l'Iran et d'autres pays de l'OPEP sont en train d'étudier la possibilité d'abandonner le dollar pour l'euro. Les économistes prévoient que si

cela arrive, il se produira une dépréciation inusitée du dollar qui fera plonger la valeur des actifs américains, provoquant l'effondrement du géant aux pieds d'argile comme dans les années trente.

L'invasion est aussi due au besoin d'un nouveau partage du monde après l'échec des accords de la triade (États-Unis, Europe et Japon) en 1998 sous les auspices de l'OCDE à Paris et ceux de la réunion de l'OMC à Washington. Il n'y a pas eu d'accord pour la répartition du marché mondial menacé par une diminution du pourcentage du produit brut mondial, qui à la fin du siècle dernier avait atteint un degré de concentration de 50 % dans les mains des membres de la triade et de ses transnationales. L'échec du néolibéralisme pour maintenir le plus grand taux d'exploitation de nations dépendantes, la fatigue et la décadence de l'hégémonie unipolaire et la possibilité relativement proche d'une crise mondiale qui transformerait l'arrogante domination d'aujourd'hui en une hégémonie en haillons, tous ces enjeux sont à l'origine de cet acte de piraterie internationale.

L'Europe n'a pas accepté cette répartition et a attaqué avec son euro. Les États-Unis ont répliqué avec l'instinct des bêtes et s'ils parviennent à contrôler les lacs d'or noir, ils auront du pétrole bon marché et abondant pendant que leurs alliés le paieront cher et ne l'obtiendront qu'au compte-gouttes et leurs économies en souffriront.

Voilà le plan de guerre. C'est le même objectif de domination économique qui a poussé Hitler dans les bras de Mars, avec la devise : « Occuper, administrer, exploiter ». De là à dire que Bush y parviendra, il y a un long chemin. Surtout si l'on sait que cette guerre, pour la première fois, il devra la financer économiquement tout seul. L'invasion précédente de l'Irak avait été légitimée par la communauté internationale et payée par tous les pays. Cette fois-ci, il s'agit d'une invasion illégitime, un crime de lèse-humanité contre le monde civilisé, et les États-Unis la paieront seuls, sauf une petite partie qui sera prise en charge par le Royaume-Uni du renégat Blair. Tout cela représente beaucoup d'argent. Suffisamment pour déstabiliser encore un peu plus le maître de la petite machine à faire des dollars, installé dans le Département du Trésor de la nation la plus endettée de la planète : les États-Unis d'Amérique.

## La stratégie militaire nazie

Une fois déterminés les objectifs royaux, Bush et sa bande de faucons ont patenté la stratégie militaire nazie : la tristement célèbre *Blitzkrieg* - la guerre éclair - avec laquelle les nazis ont dévasté l'Europe, combinant des attaques de divisions entières de tanks Panzers, appuyés par des vagues d'avions et des pièces d'artillerie. Les temps changent et la *blitzkrieg* nazie s'est transformée en *super-blitzkrieg* américaine, mais la modalité inventée par les maréchaux d'Hitler est la même que celle de Bush, bien qu'avec une puissance de feu mille fois supérieure.

Une autre ressemblance : le déséquilibre des forces en présence. L'invasion nazie de la Tchécoslovaquie et de la Pologne, où la cavalerie polonaise s'est heurtée à des tanks allemands après avoir été décimée par l'aviation, n'est rien en comparaison avec la puissance de feu infernale de la plus grande broyeuse technologique de l'histoire, comme si les Polonais s'étaient défendus avec des frondes face à la Luftwaffe de Goering. Lors de la première invasion de l'Irak, les pertes irakiennes se sont montées à 120 000 hommes contre 137 Américains

morts et 7 disparus. Mise à part la Garde républicaine de Saddam, l'armée irakienne n'est plus composée que par des paysans faméliques sans entraînement, ni technologie, ni armement adéquat, face à plus de 300 000 soldats entraînés année après année pour tuer sans se poser de questions. Que peut faire un pays qui a un budget militaire de 1400 millions de dollars contre un autre qui investit 400 000 millions de dollars annuellement dans ses Forces armées ? Et comme si cela n'était pas suffisant, Bush vient de demander encore quelque 75 000 millions de dollars de pourboire pour ce massacre. Il promet en échange que le butin de guerre compensera largement l'investissement.

Avant de commencer le massacre, l'armée irakienne a été saignée comme on saigne un taureau de combat quand il pénètre dans l'arène pour que le toréador coure moins de risques. Une décade de sanctions économiques, d'embargos, de manque de pièces de rechange, une armée sans avions, avec un nombre de tanks limité, peu de batteries anti-aériennes et seulement équipée de vieux fusils d'assaut AK-47, toutes ces mesures ont mis à genoux le taureau irakien. Le toréador n'a plus qu'à plonger son épée et attendre l'agonie. Cependant les nouvelles du front ont démontré que, même saigné, le taureau a chèrement vendu sa peau.

Le vagabond viennois devenu prophète de la race aryenne, Adolf Hitler, a attaqué sans respect les grands trésors de l'humanité, détruisant des villes magnifiques, des cultures irrécupérables et des monuments fantastiques créés par l'être humain au fil des siècles. Imitant le protégé de sa famille, George Bush est entré à grand fracas dans le berceau de l'humanité, la Mésopotamie, l'Irak d'il y a 8 000 ans, « le pays entre les fleuves ». C'est là qu'est né le premier État, la première civilisation agraire et que l'écriture cunéiforme a été inventée. Dans le pays de la légendaire bibliothèque de Ninive, celui de la Tour de Babel, des jardins suspendus de Babylone, entre l'Euphrate et le Tigre, Bush se lance sans miséricorde dans la première guerre préventive du XXI<sup>e</sup> siècle. Il devra répondre lui aussi pour les trésors culturels qu'il a rasés. Son *homo demens* devra rendre des comptes à l'*homo sapiens*. Comme ce fut le cas pour Hitler et ses complices qui ont dû rendre des comptes à l'histoire au procès de Nuremberg.

L'ambassadeur des États-Unis d'Amérique en Uruguay dit dans son communiqué de presse en guise de réponse au journal *La República* être consterné par la comparaison de son président avec Hitler. Il explique que Bush est en train de faire en Irak la même chose qu'ont fait les USA en libérant l'Europe du nazisme.

Je pense que c'est une insulte à l'intelligence que de comparer le brillant auteur du *New Deal*, Franklin Delano Roosevelt, avec cet énergumène du pouvoir qui tue les idées au nom des idées, et les hommes avec.

Roosevelt est entré en guerre avec la légitimité que lui conféraient tous les peuples confrontés à la barbarie nazie. En premier lieu, le peuple soviétique qui a sacrifié sur l'autel du Moloch germanique trente millions de ses meilleurs hommes, femmes et enfants pour changer le cours de la guerre quand le Troisième Reich était encore invaincu. Bush fait comme Hitler et non pas comme Roosevelt. Bush viole toutes les lois internationales, il affronte les Nations unies et comme Hitler il envahit une nation pratiquement désarmée qui ne l'a attaqué à aucun moment.

De plus, il convient de préciser par rapport à ladite libération de l'Europe par les États-Unis, à travers le don héroïque de la vie des soldats américains, que

l'entrée dans la conflagration fut très tardive, presque à la fin du conflit quand l'Allemagne était déjà usée par la résistance soviétique, qui se mesurait alors seule aux 95 % du potentiel militaire nazi concentré sur le front oriental. Les États-Unis furent les seuls bénéficiaires de la Deuxième Guerre mondiale, pendant et après le conflit. Pendant, comme l'explique si bien Heinz Dieterich dans *La Republica*, parce qu'ils développèrent, loin des champs de bataille, leur industrie et leur agriculture en augmentant les salaires réels de 1941 à 1945 de 27 %, en générant dix-sept millions de nouveaux postes de travail et en offrant en 1944 davantage de produits et services à leur population qu'avant la guerre. Après la guerre, ils demandèrent le prix de leur participation multipliée par dix. À Yalta, ils s'érigèrent en première puissance de la planète, prenant la place de l'Angleterre, bien que craignant aussi, il est vrai, l'Union Soviétique, son nouvel adversaire historique.

Et de même que nous affirmons qu'il est insultant de comparer Bush à Roosevelt, il convient de préciser qu'il ne faut pas non plus confondre les pères fondateurs de la démocratie américaine, ces héros de la liberté, George Washington, Abraham Lincoln, Thomas Jefferson, avec ce pédagogue du crime, ce plouc de la mort, qui à la télévision ne peut cacher son expression sournoise de lâche. Charles de Gaulle, courageux rebelle de la France anti-nazie, demandait un jour au grand philosophe Jean Guitton : « *Qu'est-ce la lâcheté, maître ?* » À ce puits de sagesse de répondre : « *La lâcheté, Général, c'est de rechercher l'approbation et non la vérité ; les médailles et non l'honneur, la promotion et non le service rendu ; le pouvoir et non le salut de l'humanité.* » Que cette réponse s'applique bien à notre nouvel Hitler qui dit défendre les Droits humains des Irakiens, alors qu'il se spécialise dans leur conversion en déchets humains !

Mais ce comportement nous surprend-il vraiment de la part d'un dirigeant qui nie ne pas vouloir sauver la planète de la dévastation en refusant de signer les protocoles de Kyoto, approuvés à l'unanimité par la communauté internationale ? Un dirigeant qui a rejeté le contrôle des armes bactériologiques parce qu'il estimait que l'accord pour éviter la prolifération de ces arsenaux portait préjudice à son pays. Un dirigeant qui exige des nations indépendantes qu'elles signent un document dans lequel elles renoncent à leur droit de juger des citoyens américains pour des délits commis à l'étranger. Un dirigeant qui refuse de signer et de participer à la Cour Pénale Internationale, créée récemment par la communauté mondiale pour juger les crimes de l'humanité. En rejetant une institution approuvée par plus de 190 pays, avec seulement 7 pays contre, son vote coïncide avec celui du pays envahi, l'Irak, qui lui non plus ne veut pas qu'il existe dans le monde une Cour Pénale de dix-huit jurés indépendants pour empêcher légalement que des crimes de guerre continuent à être perpétrés, tant par le gouvernement des États-Unis que par celui de l'Irak. Que peut-on attendre d'un dirigeant qui, dans son propre pays, berceau des traditions démocratiques, a suspendu les droits civils, instauré la censure, les listes noires, l'élimination de l'*Habeas corpus*, droit pour lequel tant de générations ont donné la vie, imposant des jugements clandestins, des prisons secrètes, et le délit d'opinion, plongeant ainsi sa société dans la nuit noire du marasme le plus anachronique ?

## Nationalisme et faux patriotisme

Malgré tout, il dispose actuellement d'une importante majorité silencieuse dans



son propre pays en faveur de l'horreur de la guerre, au beau milieu d'une gigantesque panne intellectuelle dans la société américaine, provoquée par la désinformation, la déformation de la réalité érigée en système, la douleur légitime après l'attaque criminelle contre les Tours Jumelles qui a fait périr près de quatre mille êtres humains, et un nationalisme attisé par le Tartuffe de la Maison-Blanche. Le nationalisme et le faux patriotisme constituent un lien supplémentaire, une ressemblance de plus, le chaînon qui unit Bush à Hitler. Ce type de nationalisme est le dernier refuge des canailles qui sont soutenues par la culture des ignorants. Albert Einstein le décrivait fort bien : « *Le nationalisme est une maladie infantile, la rougeole de l'humanité.* »

Mais un mouvement populaire commence enfin à se développer depuis la base, la racine, dans les meilleures traditions civiles du peuple américain, pour s'exprimer dans les grandes villes, pour arrêter, avec l'énergie mentale engendrée par la conviction d'avoir raison, les crimes en série que la plus monstrueuse iniquité belliqueuse des dernières décennies est en train de construire. Le peuple américain, lentement il est vrai, commence à comprendre que « *la liberté ne peut être fertile pour les peuples qui ont le front tâché de sang* ».

### Qui se décidera à arrêter ce psychopathe ?

C'est la question qui circule à travers toute la planète.

Les Nations unies n'ont pas pu le faire. L'OTAN non plus. Leurs alliés européens ont été trompés et humiliés. Mais du fin fond de l'histoire, l'antidote commence son incubation. Tous les empires et leurs prophètes ont glissé d'une victoire à l'autre jusqu'à leur écroulement final. Et cet empire tout comme son empereur, à qui il importe peu de gagner l'esprit et les cœurs des peuples du monde, qui est sourd ou feint la démente face à la révolte énorme du sens commun, devant le grand gémissement des sociétés sorti des entrailles exaspérées des multitudes, qui se sont jetées sur les routes du monde entier, clamant pour la paix et la cessation du massacre, cet empereur devra finalement comprendre que dans cette croisade le vainqueur n'obtiendra que les dépouilles. Les hommes comme Bush pensent que les crimes s'enterrent et s'oublient. Ils se trompent car le souvenir des crimes survit. Les gens en ont assez de la violence. Ils en ont assez des vendettas misérables des uns contre les autres. Ils veulent mettre fin à l'ère des assassinats. Si on les conduit vers des impasses, ils réagiront.

Le discours sinistre du maître et de l'esclave se termine presque toujours par la férocité de l'esclave qui n'a plus rien à perdre. Spartacus dixit. La protestation continue dans tous les recoins de la planète. Il n'y a jamais eu d'empire aussi orphelin de soutien que celui incarné aujourd'hui par ce toxicomane du pouvoir. Cet immense mouvement mondial contre Bush seulement comparable au mouvement mondial contre Hitler fait face au strabisme classique des messies qui les empêche de voir la réalité. Le strabisme est une disposition vicieuse et malsaine des yeux qui fait que les deux axes visuels ne se dirigent pas en même temps sur le même sujet. Ils voient la réalité déformée.

Le chuchotement de millions de personnes peut se transformer en bras qui arrêteront cette folie.

Il ne faut pas avoir peur de ces géants qui ignorent les lois de l'histoire. Ils sont plus rusés qu'intelligents. C'est ce qui les renvoie au monde des dinosaures, ces

animaux gigantesques qui avaient développé un corps énorme pour une tête minuscule. Quand les grands changements climatiques sont arrivés, leurs minuscules têtes n'ont pas su s'adapter. Contrairement aux moustiques.

Il existe un proverbe allemand qui se réfère à Hitler ainsi : « *Quand tu vois un géant, étudie d'abord la position du soleil, il pourrait en fait s'agir de l'ombre d'un nain.* » Nous ne savons pas encore quelle est la part de géant et quelle est la part de nain de notre nouvel Hitler.

Souvenez-vous de Gandhi, cet incendie moral qui alerta les consciences. Avec sa seule voix et sa conduite non-violente, il a mis à genoux l'empire le plus important de son époque. Gandhi disait que le silence des bons est le grand mal perpétré par les mauvais. Ce silence n'existe plus aujourd'hui. Tous les peuples, ceux des pays riches comme ceux des pays pauvres, gouvernés par la droite ou par la gauche, tous à l'exception de celui qui habite le pays agresseur, qui commence peu à peu à sortir de sa torpeur, tous ont pris conscience que pour la première fois au XXI<sup>e</sup> siècle, la guerre, en tant que croisade irrationnelle, peut changer l'humanité. Ils savent qu'une guerre injuste est une catastrophe qui paralyse et sclérose la rencontre de l'être humain avec l'humanité. Ils unissent leurs mains planétaires pour dire au tueur à gages de la Maison-Blanche qu'il existe une vie et une race moins sordide que la sienne. Et qu'il vaut la peine que nous nous levions pour la défendre.

Ceci est ma réponse, Monsieur l'Ambassadeur.

Montevideo, Uruguay, le 30 mars 2003.

**Federico Fasano Mertens**

*Directeur du quotidien uruguayen La República.*

---

Cette tribune a été publiée en postface de l'édition française du livre de James Hatfield *Le Cartel Bush*.

---

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

**Abonnements**

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Païement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .

---

# Les non-dits de la Commission Hutton

## Analyse

Salim Lone analyse dans *Clarin* la volte-face états-unienne à propos de l'implication de l'ONU en Irak. Le gouverneur L. Paul Bremer a cru pouvoir passer en force et imposer un système électoral par caucus, c'est à dire distinguant des collèges électoraux par catégories ethniques. Il rencontre désormais l'opposition de l'ayatollah Sistani, qui s'estime floué, et annonce par avance qu'il ne reconnaîtra pas la légitimité d'un tel procédé. Dès lors, Washington ne peut se sortir de cette mauvaise passe et éviter l'affrontement avec les chiites qu'en abandonnant une partie de ses prérogatives à l'ONU. Cependant, rien ne prouve que Kofi Annan acceptera aujourd'hui un compromis qu'il réclamait hier, sachant que son institution est discréditée par cet attentisme.

Patrick Seale s'interroge, dans *Gulf News* et *Dar Al-Hayat*, sur la peur occidentale des Arabes, telle qu'elle s'est exprimée de manière ridicule au Forum de Davos. Selon lui, elle est avant tout le fruit d'un matraquage médiatique qui prétend expliquer les problèmes du Proche-Orient en niant leurs causes politiques, et donc les responsabilités occidentales. Tout est donc réduit à des explications sociologiques ou culturelles, imputables aux seuls Arabes. L'essayiste relève notamment le discours selon lequel la pauvreté endémique du Proche-Orient serait l'unique source de fondamentalisme et de terrorisme, sans que l'exploitation, la discrimination et l'oppression jouent le moindre rôle.

L'analyse de Seale n'est pas sans rapport avec nos propres analyses de la diabolisation de l'extrême droite européenne [1]. Les partis de gouvernement, refusant de répondre aux angoisses populaires face aux conséquences de la décolonisation, avaient martelé que le chômage rendait le peuple stupide et le

faisait voter Front national.

Le nouveau secrétaire général de l'OTAN, Jaap de Hoop Scheffer, défend l'utilité de son job dans l'*International Herald Tribune*. Nous devons tous nous unir face à la multiplication des menaces militaires. Comme à l'habitude, on ignore ce que sont ces menaces collectives et l'on est prié de se sentir en danger depuis les attentats survenus aux États-Unis.

Bronislaw Geremek, ancien co-fondateur de Solidarnosc, puis ministre et militant atlantique, a prononcé une conférence magistrale à Paris, dont *Le Monde* reproduit des extraits. Il plaide pour la réunification du continent européen, longtemps meurtri par la Guerre froide, en intégrant les pays de l'Est à l'Union européenne et en mettant à niveau leurs économies. Il défend également la fermeté de la Pologne et de l'Espagne à propos des règles de vote de manière à prévenir l'hégémonie des grands États (principalement l'Allemagne et la France) sur les petits. Au passage, il s'interroge sur la détermination des frontières de l'Union européenne et sur la fracture intérieure pendant la guerre d'Irak, mais sans répondre. Ce sont en effet les points faibles de son raisonnement : s'unir, certes, mais pour quoi faire ? Il est d'usage d'opposer ici une Europe des marchands, qui a été réussie, et une Europe politique, qui reste à construire. Il serait plus honnête de parler d'une Europe atlantiste qui fonctionna pendant la Guerre froide et d'une Europe indépendante des États-Unis que certains tentent de saboter.

La Commission Hutton, dont les auditions avaient captivé les Britanniques et qui nous paraissait un modèle démocratique, vient de rendre ses conclusions. Celles-ci, loin de tirer des leçons de ce qui a été mis à jour, s'empressent de blanchir le Premier ministre et de rejeter toute responsabilité sur la BBC. On en arrive à ce paradoxe que Tony Blair, qui n'a cessé d'égrener des imputations fausses pour pousser son pays à la guerre, s'en sort la tête haute au motif qu'il aurait été induit en erreur par ses services. Tandis que la BBC, dont les investigations se sont le plus rapprochées de la vérité, est accablée parce qu'elle aurait commis consciemment des approximations. Sur la question de la mort de l'expert David Kelly, Lord Hutton se contente d'observer que Tony Blair n'a donné aucun ordre direct exposant l'expert au public. Cependant, comme l'ont indiqué des médecins réputés au *Guardian*, il aurait fallu aussi s'interroger sur les causes de la mort, la version des légistes étant tout simplement impossible. Le même quotidien donne la parole à une kyrielle de commentateurs. Ainsi, l'ancien ministre conservateur Malcolm Rifkind s'indigne de ces tours de passe-passe et demande une enquête sur le vrai sujet politique : comment le Royaume-Uni est-il entré dans une telle guerre ?

Scott Ritter, ancien inspecteur de l'Unsc, note quant à lui les révélations faites au cours des auditions sur la cellule d'intoxication Rockingham et regrette que cet élément clé ait été soigneusement ignoré par Lord Hutton.

Dans un autre registre juridique, le *Washington Times* a publié en feuilleton l'expertise de David B. Rivkin Jr et Lee A. Casey, deux avocats républicains, à propos des libertés fondamentales en temps de guerre. En premier lieu, il convient d'admettre que, depuis le 11 septembre, les États-Unis sont en guerre contre Al-Qaïda et ceux qui le soutiennent. Partant de là, les individus capturés ne sont pas des criminels de droit commun, mais des prisonniers de guerre. Ils ne peuvent donc être jugés et, éventuellement libérés, qu'après la victoire finale.

Le camp de Guantanamo est donc parfaitement « légal », même si, peut-être, certains détenus ont pu être arrêtés par erreur et devront attendre la fin du conflit pour retrouver la liberté.

On reste perplexe devant cette démonstration qui vise à nous faire accepter l'incarcération pendant des années, dans des cages, d'enfants de 11 ans accusés de présenter un danger majeur pour la sécurité des États-Unis d'Amérique. On se demande aussi quel traitement est réservé à ces détenus pour que les observateurs internationaux ne soient pas autorisés à inspecter ce camp.

Il fallait bien cinq épisodes à cette laborieuse expertise pour nous convaincre que tout cela est « légal ».

---

[1] En France, le Réseau Voltaire a participé au Comité national de vigilance contre l'extrême droite (1997-2001), constitué à l'initiative des partis de gauche. Il en a assumé la coordination pendant les périodes électorales.

## Salim Lone



Salim Lone, qui a dernièrement quitté l'ONU, était directeur de la communication et porte parole de l'ONU à Bagdad.

### « Les États-Unis ont besoin de l'ONU »

Source : Clarin

Référence : « EE.UU. necesita a la ONU », par Salim Lone, *Clarin*, 30 janvier 2004.

Une fois de plus, **Kofi Annan** est pressé par les États-Unis pour que l'ONU prenne un rôle décisif en Irak dans le but non avoué de lui faire admettre implicitement la politique déficiente de l'administration Bush dans ce pays. Une politique qui est désormais dénoncée par l'ayatollah Sistani.

Bien que la participation de l'ONU soit vitale pour soigner les blessures que la guerre en Irak a causées au pays et au monde arabe, il est plus important encore que les États-Unis changent de politique et confient le pouvoir politique et économiques aux Irakiens le plus vite possible. La crise avec Sistani démontre au contraire l'isolement dans lequel se trouve désormais l'équipe de Paul Bremer. Jusqu'ici, le soutien implicite de Sistani à l'invasion états-unienne en Irak avait permis d'empêcher une révolte chiite, mais ce soutien se fondait explicitement sur l'organisation rapide d'élections. Pourtant, quand l'accord de passation de pouvoir du 15 novembre entre l'**Autorité provisoire de la Coalition en Irak** et le Conseil de gouvernement irakien a été adopté, il avait été décidé que les élections se feraient par caucus bien que se soit totalement étranger au monde arabe, et à tout ceux qui ne sont pas de l'Iowa d'ailleurs.

Sistani a affirmé que cet accord n'était pas acceptable et que le gouvernement qui en serait issu serait illégitime. C'est pourquoi on fait appel maintenant à l'ONU, qui n'était pourtant pas mentionnée dans l'accord du 15 novembre.

L'Autorité provisoire de la Coalition, le Conseil de gouvernement irakien et les Nations Unies savent bien en effet que l'appui de l'ONU est essentiel à la légitimité du nouveau gouvernement.

Patrick Seale



Patrick Seale est un analyste et auteur réputé sur le Proche-Orient. Contributeur régulier à *Gulf News*. Il a notamment publié des ouvrages sur l'histoire contemporaine de la Syrie et une biographie d'Abu Nidal.

## « Pourquoi l'Occident a-t-il peur des Arabes ? »

Source : Dar Al-Hayat

, *Gulf News*

Référence : « Why Is The West Afraid Of The Arabs ? », par Patrick Seale, *Dar-Al-Hayat* et *Gulf News*, 30 janvier 2004.

La peur occidentale des Arabes et musulmans qui a émergé est un des phénomènes les plus frappants de ces dernières années. C'est ce qu'auront noté tout ceux portant un nom arabe et qui ont essayé d'entrer aux États-Unis ou dans l'Union européenne. En fait le terme peur est inadéquat, il faut parler de paranoïa alimentée par les think tanks, certains centres d'études universitaires et les médias qui dissertent sur la « violence », la « haine » et le « fanatisme » du monde arabo-musulman.

Ces phénomènes trouveraient leurs racines dans les sociétés arabes en déliquescence. Ainsi, **Gareth Evans**, le président de l'**International Crisis Group**, n'hésite pas à dire que tout le terrorisme dans le monde vient du monde arabe. Le Forum économique mondial a mené ses débats en partant de l'a-priori consensuel selon lequel la pauvreté dans ces pays pousse au fondamentalisme et donc au terrorisme. **Thomas Friedman**, éditorialiste au *New York Times*, explique que la principale cause du terrorisme est le manque d'emploi et que c'est l'Europe qui en est responsable. Enfin, le professeur d'études militaires, Sir Lawrence Friedman, voit dans l'effondrement du pan-arabisme de Nasser et les difficultés économiques la cause du terrorisme.

Selon moi, ces analyses n'ont rien de désintéressées et participent à une tentative de faire endosser au monde arabe une part de la responsabilité occidentale dans l'instabilité régionale. Les causes du terrorisme seraient culturelles ou sociologiques, mais pas politiques. Les analystes qui, après le 11 septembre, ont affirmé que la cause du terrorisme n'était pas la politique américaine, mais la nature des sociétés arabes ont fourni aux néo-conservateurs les arguments qui leur manquaient pour justifier le remodelage de cette région, y compris par la force.

Le conflit entre l'occident et les pays arabes n'est pas religieux, il ne s'agit pas d'un choc des civilisations. Il est politique et fondé sur le désir d'indépendance des pays arabes face à l'Occident. Certes, il y a des problèmes dans les sociétés arabes, mais cela n'a rien à voir avec le terrorisme.

## Jaap de Hoop Scheffer



Ancien ministre chrétien-démocrate des Affaires étrangères des Pays-Bas, Jaap de Hoop Scheffer est secrétaire général de l'OTAN.

### « L'OTAN : une alliance meurtrie qui continue son chemin »

Source : International Herald Tribune

Référence : « NATO : A bruised alliance marches on », par Jaap de Hoop Scheffer, *International Herald Tribune*, 30 janvier 2004.

L'alliance atlantique est une organisation unique où l'Amérique du Nord et l'Europe débattent. Elle est le pivot de la défense de nos démocraties. La Guerre d'Irak a entraîné un vif débat entre pays amis, mais il est temps de remettre l'organisation en état de marche car il y a trop de menaces et de défis à l'horizon pour que nous ne nous rassemblions pas.

Pour y faire face, il faut renforcer le dialogue et la coopération sans perdre de temps. Tout d'abord, il faut remettre l'Afghanistan sur la bonne voie en organisant le redéploiement des troupes dans le pays. Notre réussite dans y est essentielle à la bonne marche de la guerre au terrorisme et cela exige que tous les alliés s'y investissent. Il faut également développer une force de réaction rapide de l'OTAN qui nous permettra de réagir plus efficacement. Il faut aussi organiser une réforme des armées dans les États membres afin de pouvoir compter sur davantage de forces déployables. Mon travail est de m'assurer que ces réformes auront bien lieu.

Aujourd'hui, l'alliance soutient la division internationale commandée par la Pologne en Irak et si les membres le veulent, ils pourront s'impliquer plus dans ce pays. Ma tâche est de m'assurer que le travail effectué correspond bien aux décisions prises. L'OTAN se développe en accueillant sept nouveaux États et en aidant les pays des Balkans, en dialoguant avec la Russie et l'Ukraine et en étendant nos différents partenariats. Notre but est d'exporter la sécurité. Pour cela il faut une relation transatlantique pragmatique, réaliste et fondée sur la confiance.

## Bronislaw Geremek



Membre fondateur du syndicat Solidarnosc,

### « Unité ou divisions de l'Europe ? »

Source : Le Monde

Référence : « Unité ou divisions de l'Europe ? », par Bronislaw Geremek, *Le Monde*, 30 janvier 2004. Ce texte est extrait de la conférence annuelle de l'école doctorale de l'Institut d'études politiques de Paris en partenariat avec la fondation Robert Schuman, prononcée le 27 janvier.

Le nouvel élargissement de l'Union européenne entraînant l'adhésion de dix pays d'un seul coup est une décision admirable par son courage et sa détermination, mais elle ne semble pas avoir été prise en conscience.

Bronislaw Geremek est ancien ministre des affaires étrangères polonais (1997-2000). Il est député de Pologne et professeur au Collège d'Europe de Natolin.

Aujourd'hui, l'Union européenne paraît avoir peur de son propre courage. Cet élargissement pose la question des limites de l'intégration européenne et de la détermination des « frontières de l'Europe ». Aujourd'hui, il n'est plus question de savoir comment procéder avec les nouveaux élargissements, mais comment leur faire face, voire les éviter. La question se pose pour la Turquie. L'élargissement soulève aussi une inquiétude dans l'opinion publique européenne concernant les effets sur l'avenir de la communauté. Cet élargissement est le résultat de la fin de la Guerre froide qui a été obtenu par le soulèvement des peuples des pays entrants. Pour eux, cette adhésion marque la fin de la guerre mondiale avec la mort de Yalta. Toutefois, cette division Est-Ouest repose également sur des siècles d'histoire. Un travail considérable a déjà été mené en vue des adhésions de 2004, mais il faudra tenir compte des rattrapages économiques nécessaires à l'Est pour qu'il se rapproche de l'Ouest et permettre la vraie unification de l'Europe. Il s'agit d'un des plus formidables défis de l'histoire moderne de notre continent.

L'élargissement pose également la question de l'unité politique de l'Europe. l'année 2003 a vu les « nouveaux » membres soutenir les États-Unis en Irak, avec quelques anciens, et c'est à la Pologne (en oubliant l'Espagne) qu'on attribue la responsabilité de l'échec de la constitution européenne. En fait, les Polonais (et les Espagnols) ne sont pas hostiles à une constitution, ils s'opposent simplement à la règle de double vote et veulent rester à la règle fixée par le traité de Nice qui marquait la prudence de l'Europe et de la France vis-à-vis de la puissance allemande. Aujourd'hui, cette nouvelle règle marque la méfiance vis-à-vis des nouveaux entrants.

La Pologne est simplement prudente devant les risques d'hégémonie des « grands » sur les petits. Trop souvent, les « grands » se prononcent pour l'Union européenne sans avoir consulté les petits. Les citoyens des nouveaux pays veulent une Union européenne forte et, tout en se rappelant de l'importance de l'OTAN, ils veulent une armée européenne. Pour cela, nous devons apprendre à nous parler.

## Malcolm Rifkind



Malcolm Rifkind est ancien ministre conservateur des Affaires étrangères britanniques (1995-1997)

### « Juste sur la BBC, faux sur tout le reste »

Source : The Guardian

Référence : « Right about the BBC, wrong everywhere else », par Malcolm Rifkind, *The Guardian*, 30 janvier 2004.

Tony Blair a de bonnes raisons d'être satisfait des conclusions de la **Commission Hutton** le concernant. La BBC est beaucoup moins bien lotie et paye ses dérives qui ont rapprochée du journalisme populaire ce paragon de l'objectivité. Les critiques de la Commission sont l'occasion pour le gouverneur de la BBC de recadrer la chaîne et de revenir sur cette dérive.

Toutefois, hormis pour la BBC, les conclusions de la Commission Hutton sont étranges. En effet, alors qu'il est évident que le gouvernement a monté une stratégie pour que le nom de Kelly soit révélé, la Commission conclut que le



comportement du gouvernement était juste, seulement motivé par la crainte qu'on l'accuse de cacher des informations. Je ne suis pas d'accord. La presse aurait sans doute fini par découvrir l'identité du Dr. Kelly, mais ça ne justifie pas la stratégie du ministère de la Défense, avec ou sans la complicité du Premier ministre. Je sais comment fonctionne le ministère pour y avoir été ministre trois ans et normalement il ne fallait pas faire de commentaire. Là les journalistes ont été aidés car **Alastair Campbell** était déterminé à ce que le nom de Kelly soit révélé.

Hutton est bien naïf de croire que tous les acteurs cherchaient simplement la vérité et croient en la nécessité d'un gouvernement transparent. Il oublie également de revenir sur la question des rapports dans lesquels le Premier ministre affirmait que l'Irak pouvait menacer le Royaume-Uni.

La Guerre des Malouines qui avait le soutien de toute la population a donné lieu à la Commission Francks qui a enquêté sur ses origines. La Guerre d'Irak qui a divisé l'opinion n'en mérite pas moins.

## Scott Ritter



Scott Ritter a été inspecteur en désarmement en Irak de 1991 à 1998 et chef de l'équipe de recherche sur les caches d'armes. Il s'est opposé à la guerre en Irak. Il est l'auteur de *Frontier Justice : Weapons of Mass Destruction and the Bushwhacking of America..*

### « Le public doit chercher ce qui manque dans le rapport »

Source : The Guardian

Référence : « The public must look to what is missing from the report », par Scott Ritter, *The Guardian*, 30 janvier 2004.

Le gouvernement de **Tony Blair** voit le rapport de la **Commission Hutton** comme une victoire car il l'absout d'avoir enjolivé les informations sur les armes irakiennes. Alors qu'au même moment David Kay affirmait devant le Congrès que tous les renseignements sur les armes de destruction massive irakiennes étaient fausses, la Commission Hutton, en se concentrant sur un seul élément, place un rideau de fumée salvateur qui fait oublier aux Britanniques les mensonges de leur gouvernement.

Ce qui est important dans ce rapport, c'est ce qu'il ne dit pas. Ainsi, il n'est fait mention qu'une seule fois dans un témoignage de **l'opération Rockingham** et Hutton n'a pas creusé. Il s'agit pourtant d'une structure secrète du ministère de la Défense qui traitait des armes de destruction massive irakiennes. Hutton aurait pu découvrir que cette cellule a pu détourner des renseignements fournis à l'ONU par l'Unscom. David Kelly était chargé par cette cellule de compiler les informations et d'en tirer des rapports biaisés

Rockingham a été un acteur clé pour influencer l'opinion publique et il avait pénétré l'Unscom.

## David B. Rivkin, Lee Casey

David Rivkin est avocat au cabinet Baker & Hostetler à Washington. Il a été membre du département de la Justice sous les administrations Reagan et Bush père.

Lee Casey est avocat au cabinet Baker & Hostetler à Washington. Il a été membre du département de la Justice sous les administrations Reagan et Bush père.

### « La loi et la guerre »

Source : Washington Times

Référence : « The law and war », par David B. Rivkin Jr. et Lee A. Casey, *Washington Times*, 26 au 30 janvier 2004. Ce texte est le résumé d'une longue tribune publiée en cinq parties tout au long de la semaine.

26 janvier 2004, 27 janvier 2004, 28 janvier 2004, 29 janvier 2004 et 30 janvier 2004.

De toutes les mesures prises après le 11 septembre, la détention des membres d'Al Qaïda et des Talibans à **Guantanamo** est la plus controversée car ces hommes n'ont pas eu droit à un procès où à un avocat et n'ont aucune date de libération prévue. En temps normal, ce procédé aurait été inconstitutionnel, mais nous ne sommes pas dans des circonstances normales car ces hommes sont des combattants ennemis menant une guerre contre les États-Unis. La question légale la plus importante est de déterminer si nous sommes réellement en guerre afin de savoir si l'administration Bush a bien le droit d'agir comme elle le fait.

L'opposition aux détentions à Guantanamo est largement fondée sur la négation implicite ou explicite du fait que les États-Unis sont effectivement engagés dans autre chose qu'une opération de rétablissement de l'ordre. Il faut cependant noter que lors du conflit naval avec la France en 1801, la Cour suprême a autorisé les États-Unis à utiliser les lois des conflits armés sans avoir fait de déclarations de guerre préalable. Il est également possible de mener une guerre contre un acteur non-étatique, les exemples historiques sont nombreux. Al Qaïda ayant conduit contre nous une attaque digne d'un État par sa capacité de projection, et comme les opérations de maintien de l'ordre ont des limitations légales qui rendraient notre action inefficace, nous devons nous déclarer en guerre.

Durant les guerres, le pouvoir du gouvernement devient beaucoup plus important mais, aux États-Unis, la loi n'a jamais totalement disparue dans ces occasions, même si les droits des individus sont subordonnés aux intérêts de la communauté. Les droits des prisonniers dans ces situations sont du ressort du président, en tant que commandant en chef. C'est lui qui a déterminé que les prisonniers seraient des « combattants illégaux ». Ce statut est prévu par les lois : il s'agit de détenus qui ne disposent pas des privilèges des prisonniers de guerre honorables. Toutefois, tout comme les autres prisonniers de guerre, ils sont libérés ou jugés (en cas de crime de guerre) à la fin du conflit. Dans le cas présent ce sera quand Al Qaïda et ses alliés seront défaits.

L'objection la plus sérieuse au fait de traiter la guerre au terrorisme comme un conflit armé est la crainte de l'abus de pouvoir. En effet, le pouvoir gouvernemental, et surtout celui du président, augmente considérablement quand les lois de la guerre sont appliquées. Les cendres du World Trade Center n'avaient pas fini de fumer qu'on entendait déjà parler de danger d'État sécuritaire. On craignait qu'avec l'*USA Patriot Act* le président puisse faire arrêter ses opposants et les garder emprisonné sans procès. Ce risque cependant n'a pas lieu d'être car la Constitution continue de s'appliquer même

en temps de guerre et les pouvoirs importants restent divisés entre le Congrès et le président qui reste fortement dépendant du pouvoir législatif. Le pouvoir judiciaire a également la possibilité de casser les décisions de l'exécutif. En outre, le poids de la société civile attentive et des États fédérés limite également ces abus. Notre constitution continue de fonctionner et de prévenir les excès du pouvoir.

Bien que le droit des États-Unis de capturer et de détenir des combattants ennemis soit bien établi, il demeure une inquiétude que certains individus détenus ne soient pas associés à Al Qaïda dans cette prison et soient dans l'impossibilité de se défendre. Il faut commencer par oublier les théories conspirationnistes qui croient que les États-Unis auraient eu intérêt à enfermer des personnes qui ne sont pas membres d'Al Qaïda en les nourrissant et les logeant aux frais du contribuable. Il est en revanche possible qu'une personne innocente ait été arrêtée par erreur. Toutefois, si les militaires s'en étaient rendu compte, il n'est pas possible qu'ils l'aient caché pour ne pas avoir à avouer leur faute car cela impliquerait trop de monde et cela aurait fini par se savoir. En cas de doute, on pourrait cependant envisager de les faire juger par un tribunal spécial, comme cela est prévu dans la convention de Genève, mais ce n'est pas dans l'intérêt des prisonniers. En effet, à la fin de la guerre, la plupart seront libérés, mais s'ils sont jugés auparavant pour crime de guerre et qu'ils ne sont pas innocentés, ils n'ont aucune chance de sortir.

Les prisonniers n'ont pas de date de libération prévue puisque cela aura lieu quand la guerre sera terminée. La guerre a été présentée dans des discours politiques rhétoriques comme une guerre au terrorisme, mais il s'agit en fait d'une guerre à Al Qaïda. Le 18 septembre 2001, le Congrès a autorisé la guerre contre « tout pays, organisation ou personne que le président jugera impliqué dans la planification, ou ayant autorisé, aidé ou commis les attentats du 11 septembre 2001 ». Cela inclut donc Al Qaïda, les Talibans et quelques organisations, mais pas tous les mouvements terroristes. La guerre d'Irak a été associée à la guerre au terrorisme, mais ce n'est qu'un artifice rhétorique puisqu'il a fallu une autre autorisation du Congrès pour la déclencher. Comme l'ennemi est défini, les buts de guerre le sont également et la libération des prisonniers aura lieu à la fin de cette guerre qui n'a juridiquement rien de flou. *In fine*, les détenus seront jugés pour crimes de guerre une fois que la tension sera un peu retombée et, d'ici là par des commissions militaires équitables. La guerre au terrorisme a soulevé des questions juridiques difficiles et la liberté y a perdu, mais c'est inévitable en temps de guerre.